

OUVERTURE DU SALON SIPSA-AGROFOOD

Hamiani contre les subventions des produits alimentaires

Le président du Forum des chefs d'entreprises, Réda Hamiani, qui intervenait, hier, au Salon international de l'élevage, de l'agroalimentaire et de l'agroéquipement Sipsa-Agrofood, a rappelé, encore une fois, son rejet de la subvention par l'Etat des prix des produits à la consommation.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour Réda Hamiani, il s'agit d'aller vers des mécanismes à même de permettre de soutenir les seules catégories défavorisées. «Nous ne sommes pas contre les soutiens à la production, toutefois les subventions accordées aux produits et à la consommation nous semblent inopportunes», a déclaré le président du Forum des chefs d'entreprises, citant comme exemple la filière lait en expliquant que ce produit subventionné profite plutôt aux pays voisins où il est revendu.

«Il y a des pertes importantes aux frontières», soulignera l'intervenant. L'aide de l'Etat, dit-il, doit être organisée autrement et

s'orienter en direction des populations ciblées grâce à des mécanismes spéciaux.

Pour sa part, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, appellera à l'instauration de discussions entre les différents acteurs qui créent la croissance dans le secteur. «Concernant la politique de renouveau agricole, les problèmes sont en voie d'être réglés et nous tentons de donner une visibilité à chaque filière et le débat économique est ouvert», a déclaré le ministre, notant qu'il s'agit d'encourager le renouveau des méthodes de travail, d'estomper les spéculations et d'organiser la construction interprofessionnel-



Hamiani préconise une aide orientée en direction des populations ciblées.

le. Placé sous le thème «la valorisation de produits agricoles et d'élevage, un défi au bénéfice du consommateur», le Salon international de l'élevage, de l'agroali-

mentaire et de l'agroéquipement, Sipsa-Agrofood, a ouvert ses portes hier au Palais des Expositions (Pins-Maritimes) avec la participation de près de 380 expo-

sants nationaux et étrangers. Pour la 12^e édition du Sipsa-Agrofood, plus de 18 000 visiteurs sont attendus, selon le président du salon, le Dr Amine Bensemmane. Le Sipsa-Agrofood sera l'occasion d'étudier les voies et moyens pour augmenter la production et la productivité en vue d'améliorer la sécurité alimentaire du pays», a expliqué l'organisateur de la manifestation. La nouveauté de cette édition est l'émergence d'un nouveau sous-secteur, celui de l'agroalimentaire, Agrofood, qui vient accompagner le Sipsa-Agrisme.

Par ailleurs, le thème générale «de l'étude à l'étable» et la valorisation de produits agricoles et d'élevage sera pris en charge par les intervenants. Les organisateurs du salon annoncent aussi la création, vendredi prochain, de l'Union maghrébine des producteurs bovins laitiers.

F.-Z. B.

Photo : Samir Sid

OUACIFS

(TIZI-OUZOU)

4 jeunes périssent dans un accident de la route

Quatre jeunes des Ouacifs, localité située à l'extrême sud du chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont péri, avant-hier soir, dans un terrible accident de la route.

Ce vendredi, vers 21h, une fourgonnette de marque asiatique transportant quatre jeunes, trois du village de Bouabderrahmane et le quatrième d'Aït-Toudert, a quitté la RN 30, au lieu-dit Tabburt Tamellalt (Porte blanche), au beau milieu du paradisiaque site d'Aswel, dans le Djurdjura, pour dégringoler près de 400 mètres plus bas, non loin d'Aït-Abdellali. C'est un jeune de ce petit village, témoin direct de cette horrible scène, qui a aussitôt alerté les services de sécurité et l'unité de la Protection civile des Ouacifs. Les corps sans vie des quatre jeunes passagers n'ont pu être récupérés qu'hier vers 4h du matin.

M. K.

BIR-EL-ATER

(TEBESSA)

Des terroristes en «nombre important» arrêtés

Des terroristes en «nombre important», armés de fusils d'assaut de type kalachnikov, ont été arrêtés par les services de sécurité, hier, en milieu de journée, dans la localité de Bir-El-Ater, à 90 km au sud de Tébessa, a indiqué une source sécuritaire, sans préciser leur nombre. Ces terroristes ont avoué aux services de sécurité qu'ils tentaient de se rendre en Libye, via Bir-El-Ater et El-Oued, fuyant la ville de Khenchela où leur cache est encerclée depuis plusieurs jours par les forces de sécurité combinées, en opération de ratissage dans la région, selon la même source. Ces individus «font sans doute partie du groupe de terroristes qui s'était accroché avec les forces de sécurité lors de ce même ratissage, opéré il y a une dizaine de jours au sud de la wilaya de Khenchela», a-t-on ajouté de même source.

EL TARF

Les grands agriculteurs crient au désastre

Les quatre grands agriculteurs de la wilaya d'El Tarf dénoncent les tergiversations et les attermolements de l'administration quant à leur indemnisation et interpellent les hautes autorités du pays.

«Nous avons subi, la mort dans l'âme, trois chocs successifs à cause des inondations, durant une décennie, à savoir 2003, 2006 et celles du 22 février et du 11 mars 2012. Nous sommes en situation de faillite générale, nous n'avons plus de ressorts psychologiques ni de moyens matériels et financiers pour nous relever et effacer les séquelles des dernières inondations dévastatrices. Nous n'avons rien vu venir jusqu'à ce jour, en ce qui concerne les indemnisations claironnées sur tous les toits par les responsables centraux et locaux», ont martelé les quatre grands agriculteurs de la région ouest de la wilaya d'El Tarf, lors d'un point de presse organisé hier.

Et d'ajouter : «Les autorités nous ont affirmé que l'État a mobilisé par le biais de la CRMA (Caisse régionale de la mutualité agricole) plus de 70 milliards de centimes réservés exclusivement aux indemnisations en nature des biens matériels, des plants et des intrants agricoles. Un montant faramineux qui peut être revu à la hausse, selon les besoins exprimés par les fellahs sinistrés, et vérifiés, cependant, par les représentants de la Direction des services agricoles. Malheureusement, nous interpellons les autorités afin de nous venir en aide pour sauver ce qui peut l'être.» Pis encore, les fellahs sont abasourdis par les explications des agents de la CNMA quant à fournir eux-

mêmes 20% de la valeur des indemnisations matérielles d'une part et le choix des fournisseurs des équipements agricoles, imposés par les services agricoles, d'autre part. «C'est un non-sens sachant que les ministres qui se sont succédé dans la wilaya au mois de mars ont tous affirmé mordicus que l'État prendra en charge totalement le montant des indemnisations», ont-ils déclaré.

Abordant la campagne de la tomate industrielle, nos interlocuteurs affirmeront, sans ambages, que «pour cette année, la production de la tomate industrielle n'atteindra pas les objectifs assignés. Les services de la Direction agricole à travers un opérateur privé ont importé de Tunisie 5 300 000 plants de tomate qui sont en cours de repiquage actuellement, ce qui est une aberration sachant que la sai-



Les dernières inondations ont été dévastatrices.

son de la plantation des plants est terminée depuis le 20 avril dernier». En ce qui concerne les inondations récurrentes qui touchent chaque année la wilaya, les fellahs dénoncent «la gestion chaotique des barrages par les services de la Direction de l'hydraulique et pointent du doigt le projet hydro-agricole de la plaine d'El

Tarf, en cours de réalisation». Quoi qu'il en soit, cette rencontre avec les grands producteurs agricoles de la région ouest de la wilaya a permis de lever le voile sur des pratiques peu orthodoxes dans la gestion des deniers publics, au sein d'un secteur aussi névralgique que celui de l'agriculture.

Daoud Allam

Photo : DR

STATUTS PARTICULIERS ET RÉGIMES INDEMNITAIRES

Le Snapap exige une révision

Le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) demande le gel de l'application des différents statuts particuliers et régimes indemnitaires de la Fonction publique en vigueur. Le syndicat, qui s'attend à l'installation d'un nouveau gouvernement dans les jours à venir, exige la révision de l'ensemble des statuts particuliers par une commission nationale. Le Snapap, qui s'est réuni mercredi dernier avec l'ensemble des présidents des fédérations nationales, interpelle le président de la République pour installer une commission qui «prendra en charge d'une manière définitive et efficace ce dossier». La commission sera composée, propose le Snapap, des membres du gouvernement et des différents partenaires sociaux agréés pour mettre en place des statuts qui prennent en charge les différentes préoccupations socioprofessionnelles de chaque secteur.

S. A.